



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 18/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société d'Impression du Boulonnais

ZI de la Liane

BP 343

62200 Boulogne-sur-Mer

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\SIB_ST LEONARD_070.03193\2_INSPECTIONS\
2023_09_19_Etat des stocks\SIB_saint_leonard_RAPVI_0007003193.odt
Code AIOT : 0007003193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2023 dans l'établissement Société d'Impression du Boulonnais implanté 47 Bd de la Liane 62360 Saint-Léonard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société d'Impression du Boulonnais
- 47 Bd de la Liane 62360 Saint-Léonard
- Code AIOT : 0007003193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIB est implantée en Zone Industrielle de la Liane et est spécialisée dans la fabrication de

catalogues, de revues et de dépliants publicitaires.

Sur site, on trouve entre autres : 6 rotatives offset, 1 machine feuilles, 1 presse numérique et 1 traceur plat. Différentes machines sont présentes également pour le façonnage (encarteuse, plieuse, dos carré collé...). Ces machines traitent environ 180 tonnes de papier par jour.

Les produits finis sont essentiellement des prospectus publicitaires et des documents pour les collectivités.

Le site est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre des rubriques 3670 et 2450-A. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 modifié. L'établissement relève de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale « État des stocks »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	inventaire des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose des données électroniques pour réaliser un état des stocks complet à jour et

accessible rapidement. Cependant aujourd'hui la mise en forme de ces données sous la forme d'un inventaire disponible rapidement et à jour reste à constituer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a fourni l'état des stocks reprenant : <ul style="list-style-type: none">- les quantités exprimées en kilogrammes de feuilles et bobines de papier sous la forme de 4 tableaux. Un seul tableau reprend le total des quantités stockées. Les titres des tableaux reprennent clairement la dénomination feuille et bobine ;- les stockages de palettes exprimés en nombre de palettes,- les quantités de colle exprimées en kilogrammes,- les emballages comprenant en mélange les plastiques et le bois. La quantité totale n'est pas mentionnée, la liste n'est pas pourvue d'un titre,- les produits semi-finis exprimés en kilogramme. Absence de titre. La quantité totale est mentionnée.- la liste des encres. Le titre de cette liste est explicite. Cependant l'exploitant présente cette liste comme la liste des encres classées « dangereux » au titre du règlement CLP. Quatre fiches de données de sécurité ont été demandées. Trois FDS ont été fournies. Les trois FDS ne mentionnent pas de classement du mélange selon CLP.- une liste reprenant la totalité des matières dangereuses utilisées ou ayant été utilisées sur site avec les mentions de dangers et pictogrammes. Les quantités indiquées sont les quantités maximales utilisées sur site. L'exploitant indique qu'un travail de mise à jour est à effectuer sur cette liste. <p>L'exploitant a également procédé au découpage de son site en zones reprises sur un plan d'ensemble. Chaque zone fait l'objet d'un plan avec repérage des stockages maximaux susceptibles d'être présent et des installations présentant un risque particulier (par exemple l'emplacement des séchoirs des rotatives,...). Un cheminement est également mentionné. Ce chemin tracé est celui que doit emprunter l'opérateur pour vérifier un certain nombre de points lié à la sécurité incendie dont les quantités de matières dangereuses stockées. L'exploitant précise que cette opération constitue un inventaire physique. Chaque zone est contrôlée deux fois par an.</p> <p>L'inspection note :</p> <ul style="list-style-type: none">- que l'ensemble des matières combustibles dangereuses ou pas doivent apparaître dans l'état des stocks. Les déchets par exemple en font partie intégrante. Au jour de la visite d'inspection l'exploitant n'est pas en capacité de fournir un état des stocks complet.- l'intérêt certain d'un état des stocks par zone. Cet intérêt s'accroît lorsque ces zones sont séparées par des murs et des portes présentant une tenue au feu,

<ul style="list-style-type: none"> - que le regroupement des matières combustibles par type de risque constitue un plus. La plupart des matières non dangereuses sont déjà regroupées par catégorie (bois, papier, ...). Cependant la constitution des produits semi-finis mériterait d'être précisée. La séparation des stockages des emballages en plastique de ceux en carton entrerait également dans cette logique, - les matières dangereuses pourraient être regroupées par mention de dangers ou selon les rubriques de la nomenclature ICPE, - la prise en compte d'un stockage maximal susceptible d'être présent pour les stockages très réduits restent possibles. De même la prise en compte dans l'état des stocks de l'hypothèse d'une benne de stockage de déchets de papier complètement remplie est acceptable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats : Deux fiches de données de sécurité ont été sélectionnées de manière aléatoire à partir de la liste reprenant la totalité des matières dangereuses utilisées ou ayant été utilisées sur site. L'exploitant a fourni rapidement les FDS.</p> <p>L'inspection note :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les versions dont dispose l'exploitant sont anciennes : 03/03/2015 et 07/02/2017. Si l'obligation de fournir la dernière version en vigueur de la FDS appartient au fournisseur lors de la livraison des substances ou mélanges, l'exploitant peut questionner son fournisseur sur l'existence éventuelle d'une mise à jour ; - les deux mélanges regardés sont encore utilisés sur le site. L'étiquetage des contenants est conforme à la FDS ; - que questionné sur l'emplacement des FDS dans l'atelier, un opérateur n'a pas été en mesure de trouver les FDS ; - que les versions des deux FDS présentes dans l'atelier sont les mêmes que les versions transmises à l'inspection ; - que plusieurs petits contenants (d'un litre) sont stockés sur une même rétention. L'exploitant confirmera l'absence de substances ou mélanges incompatibles ; - que tout emballage de liquide même utilisé en récupération de déchets doit faire l'objet d'un

<p>étiquetage permettant de l'identifier et de connaître le risque associé ;</p> <p>- que disposer du classement des FDS par zone définies ci-dessus comme proposé par l'exploitant est un plus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs documents ont été remis tout au long de la première heure d'inspection (inventaire papier remis). L'état des stocks étant incomplet, il n'a pas été possible de sortir l'ensemble des documents.</p> <p>L'exploitant précise qu'il va mettre en place un système permettant d'extraire très rapidement les données relatives à l'état des stocks par zone.</p> <p>L'exploitant indique également qu'un local « plan d'urgence » est en cours de constitution en lien avec le SDIS. Ce local sera électriquement indépendant du reste de l'usine. Les serveurs étant sauvegardés quelques dizaines de minutes lors d'une coupure électrique, les données pourront être récupérées depuis ce local.</p> <p>Il est conseillé de sortir l'état des stocks pour chaque zone dès l'alerte donnée et non pas la seule zone incendiée.</p> <p>La possibilité de récupérer les données en cas d'incendie du local informatique abritant les serveurs devra être confirmée</p> <p>.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : inventaire des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail...</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases</p>

de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.
Constats : L'état des stocks de substances et mélanges dangereux présents sur site est présent mais n'est pas à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois